

le quotidien rouge

journal d'action communiste

JEUDI 9 MAI 1974
NUMERO 13 - 1 Franc
DIRECTEUR : Daniel Bensaïd

LES GERANTS

Lorsque ses interlocuteurs de droite l'accusent de faire le lit du communisme, Mitterrand a coutume de répondre en citant la liste des sociaux-démocrates responsables : Brandt, Olaf Palme, Golda Meïr, Wilson... Tous, comme Mitterrand lui-même, sont et se veulent des « *gerants loyaux du capital* », selon l'expression de Léon Blum.

En Allemagne, Willy Brandt démissionne. Le prétexte ? Une sombre affaire d'espion venu du froid. Ce qui fait jubiler ce concentré de réaction qu'est Lecanuet, et ce qui gêne terriblement le PCF, déchiré entre sa fidélité envers la RDA et ses amitiés avec la social-démocratie. Mais le fond c'est que, incapable d'appliquer une politique des revenus garante de la paix sociale et des profits capitalistes, Brandt perd de son utilité aux yeux de la bourgeoisie.

En Suède, les dernières élections législatives ont donné un Parlement coupé en deux moitiés rigoureusement égales. De sorte que, sous le gouvernement du « socialiste » Palme, les lois sont tirées au sort (et oui, au sens propre !). La politique sociale y est à la merci d'un coup de dé.

En Israël, Golda Meïr a dû se retirer.

En Grande-Bretagne, deux mois à peine après que les mineurs aient envoyé au tapis le gouvernement conservateur, c'est le gouvernement travailliste de Wilson qui est confronté à une grève de 1.200.000 métallos qui perturbent des branches aussi diverses que les transports en commun, la presse, les transferts... Aux yeux de la Constitution, cette grève est illégale ; elle s'oppose à la saisie des biens du syndicat décidée par le tribunal des relations du travail (instauré par une loi des conservateurs) après refus du syndicat de payer une amende sanctionnant des piquets de grève.

Ces exemples parlent.

On ne peut gérer loyalement le capital qu'au détriment des travailleurs. Et plus cette gestion est difficile, plus la collaboration dont les réformistes se font les champions est impossible.

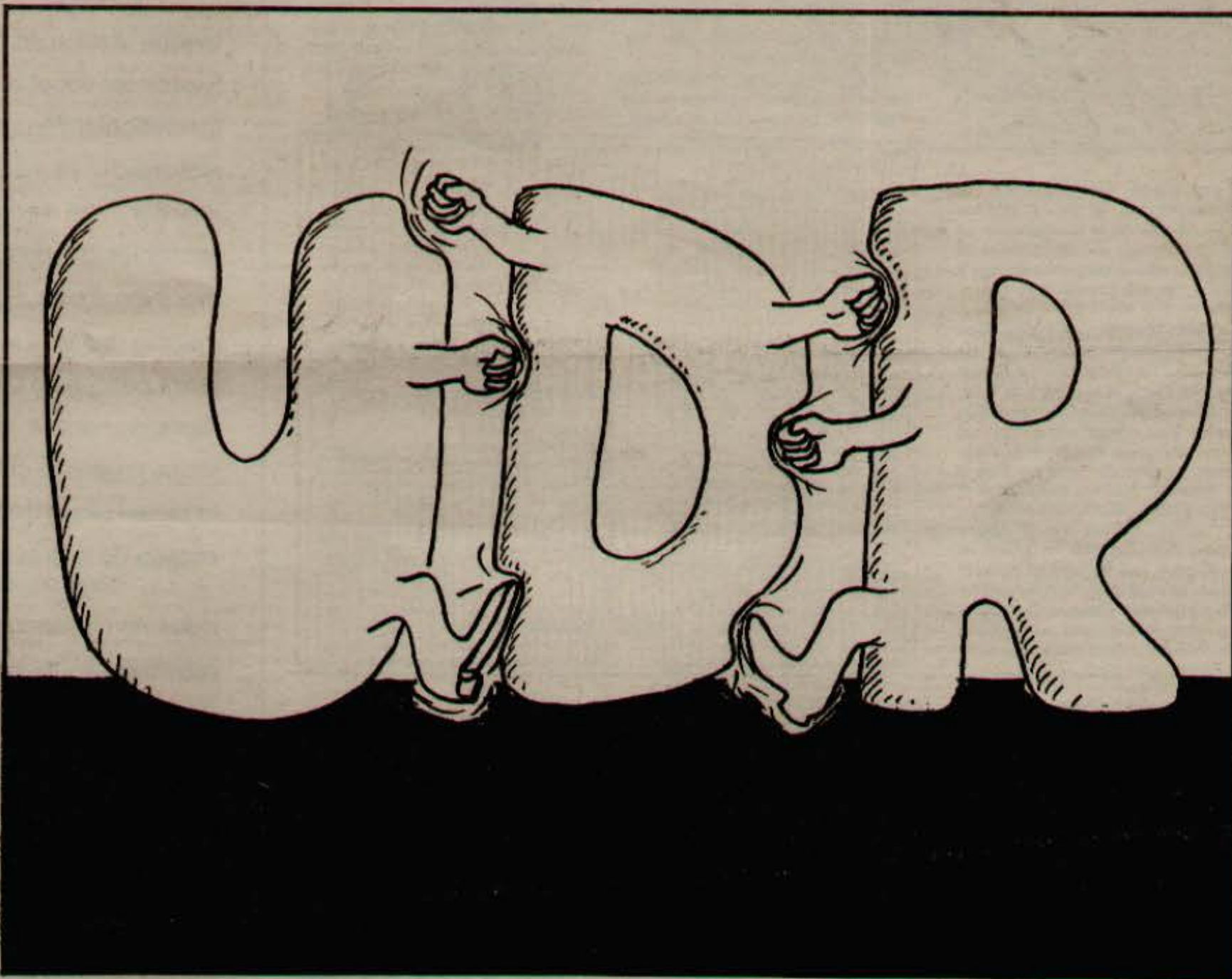
Mitterrand s'est proclamé hier « *légaliste* » c'est à dire respectueux de la loi héritée du gaullisme. Il devrait méditer l'exemple de Wilson faisant respecter l'ordre, contre les travailleurs ; celui de Brandt, sortant par la petite porte ; celui de Palme gouvernant à pile ou face.

Dans la lutte de classes, il n'y a pas de terrain neutre. Prétendre ne pas choisir son camp, c'est encore le choisir. Toujours dans le même sens, celui de Blum, de Brandt, de Palme, de Wilson.

LE CHAOS C'EST EUX!

« Messmer ce chef de cuisine... »

Couve de Murville



(P. 5) IMMIGRES : APRES
20 JOURS DE GREVE DE
LA FAIM

(P. 7) L'EXTREME-GAU-
CHE AU PORTUGAL

CHILI
MANIFESTATION

Pour que cessent
les assassinats !
Contre la junte
de Pinochet !

TOUS A LA GARE
DE L'EST A 18 H 30

à l'appel des
COMITES CHILI



Giscard D'Estaing

MINISTRE DES IMPOTS PENDANT 15 ANS

Depuis qu'il occupe le ministère, Giscard a transformé le vieux système des impôts, vieilli et trop compliqué. Aujourd'hui, les impôts en France sont devenus, grâce à lui, les plus injustes du monde capitaliste, et parmi les plus sournois. En ce sens, l'organisation des impôts est à l'image de la politique de Giscard d'Estaing.

LE SYSTEME LE PLUS INJUSTE

Les rapports déposés au Conseil National des Impôts - que Giscard ne veut évidemment pas publier avant le second tour des élections car ils sont trop accusateurs - montrent que la France détient le triste privilège d'être le pays où les plus défavorisés sont les plus durement imposés. La France est en même temps le pays où la hiérarchie des revenus est la plus forte, c'est à dire où les revenus sont les plus inégaux : loin de réduire cette disparité, la fiscalité de Giscard contribue à l'approfondir et toutes ses mesures sont allées dans ce sens :

* par la généralisation de la TVA en 1968. La taxe sur la Valeur ajoutée, qui rapporte plus de 60 % du total des impôts, est par définition un impôt qui frappe les salariés et les bas-revenus, puisque c'est un impôt sur la consommation. Si un capitaliste achète une usine de chaussures, ou la fait construire, et qu'il achète également les matières premières, cuir, etc... sur aucun de ses achats, il ne paie de TVA. Par contre, c'est l'acheteur de cha-

Par contre, c'est l'acheteur de chaussures qui la paiera, environ 20 % du prix de la marchandise. Le même acheteur la paie sur tous les produits de consommation qu'il achète, de son journal à sa nourriture.

* par l'invention de l'avoir fiscal et des différentes exonérations fiscales pour les épargnants. La France est sans doute le seul pays du monde où ceux qui vivent de leur salaire payent plus d'impôts que ceux qui vivent de leurs dividendes et des autres revenus du capital. Grâce à ce système, plus les capitaux sont gros... plus les impôts sont petits !

* Enfin, l'impôt sur le revenu touche beaucoup plus fortement les travailleurs salariés, qui ne peuvent cacher leurs salaires, que les catégories privilégiées. Celles-ci s'arrangent beaucoup mieux, ainsi les médecins en 1967 à Paris ont déclaré un reve-

nu mensuel de... 2000 F seulement en moyenne.

LE SYSTEME LE PLUS SOURNOIS

« La TVA est un impôt moderne, parce qu'il est indolore », comme disait Giscard. Indolore, parce que les gens n'ont pas conscience de verser autant d'argent à l'Etat qu'ils ne le font véritablement : acheter un carnet de métro, payer son gaz ou son électricité, acheter du pain ou du lait... c'est payer des impôts sans y penser.

En ce sens, il n'est pas question de « réformer la TVA » : C'est son abolition immédiate qu'il faut exiger, au profit d'impôts sur les revenus fortement progressifs sous contrôle des travailleurs !

Enfin, un dernier aspect mérite d'être souligné, qui révèle à quel point la fiscalité est à l'image du système de profits qu'elle sert.

L'ILLEGALITE COUVERTE PAR LA LOI !

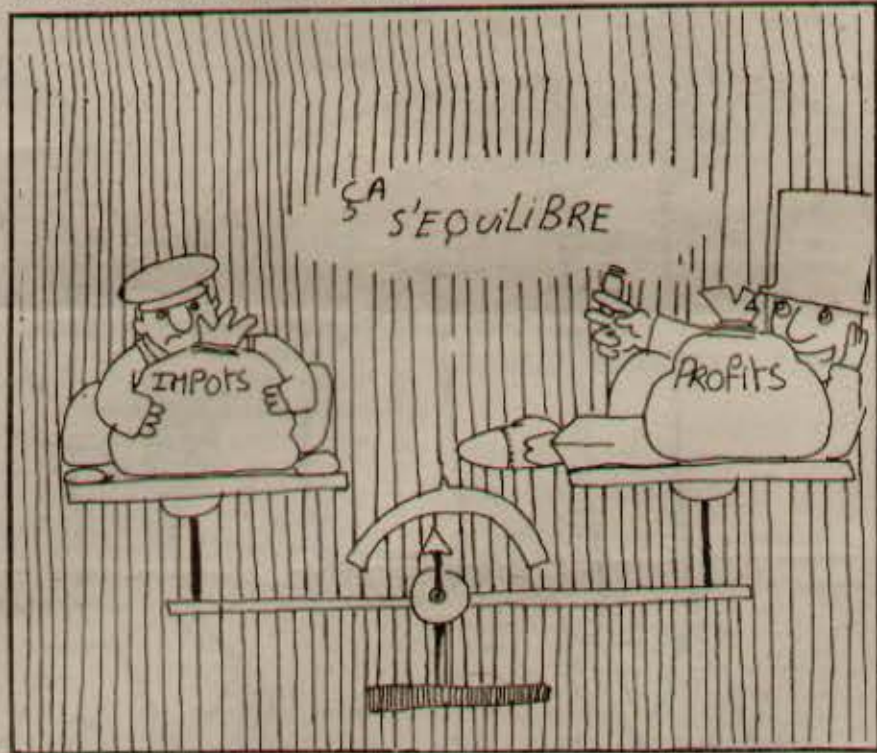
Il s'agit de la transaction fiscale. C'est le mécanisme qui permet à un fraudeur fiscal d'éviter toute poursuite pénale, s'il accepte de payer les « redressements » qui lui sont réclamés par le ministère des Finances.

Dans les faits, le mécanisme agit de la façon suivante :

Un fraudeur fiscal est poursuivi par les tribunaux sur plainte du ministère des finances. Les tribunaux,

conformément aux textes, condamnent en général assez lourdement à une forte amende. Sur la base de cette décision, le ministère des finances est libre de transiger, c'est à dire d'obtenir le paiement des 5 années qu'il réclame en se servant du montant de l'amende comme moyen de pression. C'est en quelque sorte un moyen de chantage légal : « ou bien vous payez ce que nous vous demandons, ou bien vous payez l'amende qui est dix fois plus forte ! ». Ce mécanisme généralisé montre à quel point la Justice n'a aucun pouvoir pour poursuivre réellement les délits financiers, l'initiative restant dans les mains du ministère des Finances. Inutile de dire que la rigueur de ses initiatives est largement modulée par des considérations multiples (qualité du fraudeur, importance économique, etc...). De nombreuses sociétés sont ainsi largement au-dessus des lois, et n'ont directement affaire qu'au ministère des Finances, seul juge du montant de la transaction.

Voilà quelques aspects d'une fiscalité que Giscard d'Estaing a acceptés, gérés, perfectionnés, durant son passage rue de Rivoli, au ministère des Finances. Plus que jamais, en ce domaine, il est l'homme des intérêts du grand Capital, du patronat, des milieux d'affaires, gérant au mieux leurs intérêts. Voilà pourquoi il faut tout faire pour qu'il soit battu !



Les soutiens qu'on mérite

CHARLES PASQUA APPUIE GISCARD

Un nouveau soutien pour Giscard : celui de Charles Pasqua, qui a décidé d'appuyer la candidature du ministre des Finances. Le tableau se complète : après l'extrême-droite et la droite classique, voici un vieux de « l'armée de l'ombre » gaulliste.

Pasqua est né le 18 avril 1927 à Grasse. Pendant la guerre, il appartient au BCRA (pépinière de futurs agents du SDECE et de la DST). Il est à l'origine du RPF dans les Alpes-Maritimes. De 1952 à 1967, il travaille à la société Ricard comme directeur commercial des exportations ; il est le supérieur hiérarchique de Jean Venturi, représentant de Ricard au Canada, qui se sert de son emploi comme couverture pour acheminer de la drogue vers le Canada et rapatrier des capitaux vers la France ou la Suisse. Dans son livre « D comme Drogue », (Ed. Alain Moreau) Alain Jaubert écrit à la page 345 : « Au moment où Pasqua a Jean Venturi sous ses ordres, il ne peut absolument pas ignorer les activités de son représentant puisqu'elles ont fait l'objet d'une fiche du FBI publiée aux Etats-Unis, qu'il y a à Marseille un copieux dossier de police consa-

cré aux frères Venturi et que le nom de Venturi ne peut à l'époque en aucune façon être ignoré du moindre directeur commercial de la région marseillaise. Est-ce Pasqua qui a procuré à Jean Venturi cette couverture ? ».

A des journalistes américains qui lui demandent d'où vient sa richesse, Pasqua répondra qu'elle tient à son aptitude à « faire marcher quelques bonnes affaires » (Newsday, 11 février 1973).

Pasqua est un des fondateurs du SAC (service d'action civique), aux côtés de Sanguinetti, Foccard, Me Lemarchand, Roger Frey, dont il assurera la présidence de 1967 à 1969. Il est l'un des principaux organisateurs de la manifestation gaulliste du 30 mai 1968 et un des initiateurs des CDR. En juin 68, il est élu député UDR dans la 4ème circonscription des Hauts de Seine. Le 23 juin, un commando armé du SAC attaque les locaux de la SNCF de Clichy Levallois. Un chauffeur de taxi et un cheminot sont blessés par balle. Les agresseurs, Cisoko et Valencia, ont été recrutés par Pasqua à Marseille. Ils ne prendront que 4 mois de prison.

Membre du BP de l'UDR en 69,

du Comité Central en 71, vice-président du groupe UDR à l'Assemblée en 72, il devient cette même année le président de l'association « Présence et Action du gaullisme ».

En 69, au moment de la grande épuration, Pasqua quitte le SAC. Lorsqu'en 72 un « Comité de Salut Public Republicain » envoie des lettres de menace à Alain Krivine et incendie sa voiture en plein jour, notre camarade porte plainte et demande que Pasqua soit entendu par le juge d'instruction. Celui-ci s'y refuse.

En 72, le bruit circule dans la faculté d'Assas que Pasqua a embauché le GUD, branche étudiante d'Ordre Nouveau, afin de fixer les modalités d'une éventuelle coopération (information à prendre bien sûr avec toute la réserve nécessaire).

En mars 73, Pasqua est battu dans sa circonscription par le communiste Parfait Jans. Mais sa vie politique officielle et officieuse ne s'arrête pas pour autant.

Le soutien à Giscard en est un nouvel épisode. Certainement pas le dernier.

publicité

axelos marx penseur de la technique

babeuf le tribun du peuple

castoriadis la société bureaucratique

t. 1 : les rapports de production en russie

t. 2 : la révolution contre la bureaucratie

castoriadis l'expérience du mouvement ouvrier

t. 1 : comment lutter

certeau la culture au pluriel

deutscher trotsky

eisenstein mettre en scène

épistémologie et marxisme

glucksmann le discours de la guerre

kessel les communistes albanais contre le révisionnisme

kessel le mouvement "maoïste" en france t. 1

korsch/mattick/pannekoek/ruhle/wagner la contre-révolution bureaucratique

lénine la révolution prolétarienne et le renégat kautsky

london le talon de fer

london les vagabonds du rail

luxembourg introduction à l'économie politique

lyotard dérive à partir de marx et freud

mandel traité d'économie marxiste

marat les chaînes de l'esclavage

marx manifeste du parti communiste

marx la question juive

marx critique de l'économie politique

marx grundrisse

marx/engels la chine

la piste rouge, italie 1973

ratgeb de la grève sauvage à l'autogestion généralisée

rioux révolutionnaires du front populaire

rousseau écrits politiques

rousset l'univers concentrationnaire

structuralisme et marxisme

tillon la révolte vient de loin

trotsky littérature et révolution

trotsky cours nouveau

vaccari théologie et révolution

vertov articles, journaux, projets

villermé état physique et moral des ouvriers

1018

collection dirigée par christian bourgeois

UNE POLITIQUE DE RECONCILIATION (ELECTORALE)-NATIONALE

« Il y a entre les gaullistes et les communistes des choses profondes »

Réuni mardi, pour tirer le bilan du premier tour, le Comité central du PCF a confirmé l'orientation annoncée par Marchais à Marseille et confirmée sur les écrans de télé, lors du commentaire des résultats.

UNION DU PEUPLE FRANÇAIS !

« Notre comité central a repris avec force le mot d'ordre que j'ai lancé à Marseille voici huit jours : union du peuple français ! Nous nous refusons catégoriquement à couper notre pays en deux, ou même à retrancher de notre peuple telle ou telle catégorie, tel ou tel courant d'opinion », déclare Marchais à la presse en commentant les débats du CC. Et encore : « notre mot d'ordre union du peuple français n'est pas un mot d'ordre de circonstance ». Il ajoute en répondant aux questions : « Cette politique sera valable demain quels que soient les résultats des élections ».

Qu'il ne s'agisse pas d'un mot d'ordre de circonstance, nous le savions. Déjà Thorez insistait pour que le gouvernement issu du Front populaire ne soit pas un gouvernement représentatif des partis participants au Front Popu, mais « le gouvernement de la France ».

Pas plus qu'hier et que demain nous ne sommes d'accord. « Refuser de couper le pays en deux » peut être un slogan électoral, un bon moyen d'attraper pêche-mêle les bulletins. Dans l'ombre des urnes, tous les citoyens sont gris.

Pourtant, coupée en deux, la France l'est, n'en déplaise à Marchais ou Mitterrand. Coupée entre le capital et le travail, entre exploités et exploités ! C'est la droite qui s'efforce de nier ou de brouiller les frontières pour les déplacer, pour cacher qu'elle représente les intérêts et les privilèges d'une minorité possédante. Sa démagogie vise précisément à déplacer le découpage électoral par rapport au découpage des forces réelles, des classes sociales, où l'on voit bien que la France des usines, des banlieues, des quartiers, des transports collectifs, la France salariée n'est pas la même et ne pèse pas le même poids que celle des banquiers, des patrons, des trafiquants et des généraux.

Dire, comme le dit Marchais, qu'on refuse de retrancher « telle ou telle catégorie de notre peuple », c'est renoncer à expropriier les expropriateurs, à désarmer les traîneurs de sabres. C'est faire passer la collaboration de classe au service de la nation, avant les intérêts internationaux des travailleurs. Là où il faudrait dire que nous n'abandonnons aucune catégorie de notre classe, fut-elle privée de droit de vote comme les immigrés, Marchais propose de se serrer un peu pour se réconcilier avec l'ennemi de classe, avec le capital international.

« DES CHOSES PROFONDES »

Il est logique que cette politique de fraternisation sans rivage conduite à la récupération et à la réhabilitation du gaullisme. Sous les plis du drapeau versaillais. « Entre les communistes et les gaullistes, il y a des choses profondes. Il s'agit de



l'attachement à la nation et à sa grandeur, de l'aspiration à voir notre peuple rassemblé pour faire une société plus juste, plus fraternelle », dit Marchais. Encore une fois, nous ne pourrions que nous féliciter de voir des travailleurs mystifiés par les mirages gaullistes, tourner bride, en voyant les Messmer, Chirac et compagnie se ranger derrière la droite classique. C'est le moment de leur faire comprendre leur erreur. Mais pas de les oublier ou de les cacher, en communiant et en rappelant les causes communes : « de la Résistance, de l'autodétermination de l'Algérie, du discours de Phnom-Penh ». Comme si de Gaulle n'avait pas dû se résigner à l'autodétermination de l'Algérie. Comme si le gaullisme, ce n'était pas aussi le massacre de Charonne et les ordonnances anti-ouvrières de 67 ! Il y a des omissions qui sont des reniements. Reniements logiques car pour le PCF, « l'intérêt national » de la Résistance, de la Reconstruction est déjà passé systématiquement avant l'intérêt de classe et l'internationalisme prolétarien.

« DEFINITIVEMENT FRANÇAIS »

Conclusion logique : « il est temps pour le bien des travailleurs et du

pays que les communistes aient avec d'autres formations démocratiques leur place au gouvernement du pays ». Leur place rien que leur place.

La porte reste ouverte à de nouvelles coalitions plus larges que l'Union de la gauche. Il s'agirait du prolongement gouvernemental naturel de ces « choses profondes » dont parle Marchais. D'ailleurs, « l'Humanité » n'ouvre-t-elle pas largement ses colonnes aux gaullistes de gauche, comme Pisani, de Boisdeffre et Philippe Viannay, gaulliste historique qui constate que

« le PCF fait encore peur, alors que peut-être, s'il n'a pas abandonné sa thèse, il est en train de devenir définitivement français ». En effet dans la course à la majorité électorale, au ralliement des gaullistes, le PCF ne se laisse pas distancer par Mitterrand. Il met autant de zèle que lui à réduire son programme au minimum, aux formules générales de rassemblement : « progrès social, société plus juste, et indépendance nationale », voilà la trilogie électorale. Au point que Marchais précise que l'enjeu de la bataille n'est pas libéralisme ou collectivisme, mais « enlèvement ou changement ». Au moins, c'est clair, la lutte de classe s'efface derrière les jeux de mots.

Mitterrand à France-Inter : JE SUIS LEGALISTE

Ouvrant la seconde manche de sa campagne, hier matin au petit déjeuner de France-Inter, François Mitterrand a apporté quelques précisions intéressantes sur son attitude au cas où il serait élu le 19 mai.

« Je suis legaliste... » a-t-il déclaré : et même quand la loi ne me plaît pas, je la respecte. Allons, François, ne buisons pas : la question n'est pas que la loi plaise ou pas. La question est de savoir par qui elle est faite et à qui elle sert. La loi des patrons chiliens fait les mains à Allende et l'obligeait à leur rendre les entreprises occupées par les travailleurs, à interdire aux travailleurs de s'armer pour faire face aux putschistes.

Sur la proportionnelle, Mitterrand précise qu'il y reste attaché et qu'il y viendra, s'il est élu, au cours de son septennat. En attendant, si l'assemblée est dissoute, les élections législatives auront lieu selon le scrutin en vigueur qui sur-représente la réaction.

Mitterrand a enfin précisé que si, après des

élections, la nouvelle assemblée ne donne pas une majorité à la gauche, il faudra bien que les gens raisonnables s'entendent sur « un équilibre indispensable pour que le pays n'en souffre pas ». En effet, la Constitution ne permet pas deux dissolutions consécutives, et Mitterrand entend conserver la Constitution et la loi électorale.

On irait donc vers une majorité parlementaire et un gouvernement de coalition fondés sur des alliances nouvelles. Avec la justification de la loi et des institutions pour les faire avaler aux travailleurs. Il faut dire que, dès à présent, Marchais partage la philosophie de Mitterrand sur le thème : la loi est dure, mais c'est la loi.

Comme Mitterrand a encore répondu aux représentants de l'extrême gauche « qui trouvent que son programme ne va pas assez loin » : « Eh bien tant pis ! je ne compte pas en changer ! », nous voilà plus que jamais édifiés. « Il faut un peu d'air à la France... » dit-il. A quand les exercices respiratoires et les cross matinaux, en petite foule, avec Chaban ?



l'union de la gauche et les petits patrons de l'industrie

● Pour gagner les « couches anti-monopolistes », les théoriciens du PCF se livrent à de véritables contorsions. Ainsi, le numéro d'avril des « Cahiers du Communisme » nous apprend que « les couches moyennes non salariées... apparaissent comme un degré intermédiaire entre les deux classes fondamentales : la classe ouvrière et l'oligarchie monopoliste ». Ces brillants théoriciens rangent dans ces « couches intermédiaires non salariées », non seulement les petits artisans et petits patrons, qui assurent eux-mêmes en partie un rôle productif, mais également les dirigeants des petites et moyennes entreprises, voire des « grandes entreprises du secteur non monopoliste » parmi lesquelles sont citées : Romans, Lip et Larousse, lieux de conflits récents. Si, comme l'affirme l'article en question, travailleurs et propriétaires des PME ont en commun d'être « exploités » par l'oligarchie monopoliste, ils doivent « objectivement » s'allier. En conséquence, les travailleurs de Lip, armés de cette docte analyse, auraient pu

découvrir le mot d'ordre anti-monopoliste : « Piaget-Fred Lip, même combat contre Ebauches-SA ! Génial, non ? »

Mitterrand, lui, ne s'embarasse pas de « théorie » pour appeler le secteur privé à « s'installer de plus en plus dans la concurrence ». Nous savons qu'au sein des entreprises non nationalisées, il subsistera un secteur monopoliste très important (Citroën, Peugeot, Shell-France, Hachette...).

Or, la logique de la concurrence capitaliste ne connaît pas de miracle. Pour « s'installer dans la concurrence », pour « conquérir des marchés extérieurs », il faut produire au moindre coût et augmenter les profits. Déjà handicapés par un niveau de productivité inférieur à celui des grandes entreprises, les petites et moyennes entreprises n'ont d'autre alternative que de disparaître ou de répondre aux augmentations de salaires par des augmentations de prix et l'amélioration de leur productivité. Mais, en régime capitaliste, cette dernière signifie toujours accroissement de l'ex-

ploitation des travailleurs, quelle que soit la taille de l'entreprise. L'identité illusoire des intérêts des travailleurs et de ceux des petits et moyens employeurs s'effacera tôt ou tard devant la réalité de leur opposition de classe. Les travailleurs ne sacrifieront pas une partie de leurs revendications pour per-

mettre à une entreprise capitaliste de mieux affronter la concurrence. Mais quelle sera alors l'attitude d'un gouvernement de gauche, nommé par Mitterrand, lequel prétend aujourd'hui représenter aussi bien les intérêts des travailleurs que ceux d'une large partie de leurs exploités ?

exploiteurs ou

simples « collecteurs de plus-value » ?

■ Arguant du fait bien réel que nombre de PME sont des sous-traitantes de firmes plus importantes, « France-Nouvelle » en tire la conclusion — neuve sur le plan théorique — que les patrons de ces PME ne sont pas vraiment des patrons, puisqu'une part importante de la plus-value qu'ils extorquent à leurs ouvriers passe de leurs mains dans celles de grands trusts. Ils sont donc

« scientifiquement définis » par « France-Nouvelle » comme de simples « collecteurs de plus-value », un peu à la manière des agents du fisc qui ne sont que des employés, chargés de collecter de l'argent pour l'Etat et non pour eux-mêmes ! Pour blanchir des « alliés objectifs », en voilà qui sont prêts à faire subir à la théorie marxiste les derniers outrages...

FESTIVAL ANTI-RACISTE A MONTPELLIER

■ Le 4 mai à partir de 18 h 30, 300 travailleurs immigrés ont assisté à un festival culturel anti-raciste, monté par le groupe théâtral du MTA. Sketches, chansons, interventions se sont succédés; la prise de parole de Djellali Kamel fut acclamée.

L'initiative était soutenue par le CDVDI, Révolution 1 et le FCR. A signaler le sectarisme et l'incompréhension de certaines organisations maoïstes françaises et tunisiennes, qui refusèrent d'appeler sous prétexte que la manifestation était « culturelle et pas politique ».

MOT D'ORDRE DE GREVE GENERALE DANS LES LYCEES CORSES

■ « L'Union des lycéens corses » à la suite de la révocation d'un maître auxiliaire du lycée de garçons de Bastia, a lancé pour les jours à venir un mot d'ordre de grève générale des lycéens corses. Ce mouvement aura pour but d'exiger la démission de M. Rocchi, censeur du lycée, responsable selon les lycéens de ce renvoi et coupable à leurs yeux d'avoir voulu instaurer « un véritable pouvoir dictatorial » dans l'établissement.

C.G.C.T. OCCUPEE POUR LE CHILI

■ Mardi soir, à la sortie de la CGCT filiale d'ITT, les militants des comités 15ème du CSLRPL étaient présents, avec une exposition photos sur le Chili et le rôle d'ITT. Vente de journaux, brochures, collectes, l'accueil des travailleurs fut très positif. Du 5ème étage, une banderole fut déployée par des travailleurs de l'entreprise portant en lettres immenses « ITT assassin » et « expropriation ». Hier soir, une réunion-débat eut lieu à l'appel du CSLRPC du 15ème soutenue de même que l'initiative de la veille par la section CFDT de la CGCT. Le débat porta à la fois sur ITT, son rôle au Chili, nationalisation ou expropriation, et sur les problèmes posés par l'expérience chilienne en cette période où une victoire de la gauche en France est possible. A la CGCT filiale d'ITT criminelle de guerre, élections ou pas, le soutien au Chili était présent.

meetings

XIVème arrondissement
9 mai 20 h 30
Salle Alésia Châtillon
Av. Jean Moulin 16 bis
MEETING FCR
avec Michel Rousseau
Avant comme après les élections, ni trêve ni compromis !

TOURS

Vendredi 10 mai 20h30
Faculté de Lettres FCR et L'Entonnoir (CR travailleurs sociaux) « Non au travail social au service du capital »

REUNION PUBLIQUE PTT

Samedi 11 mai à 14 h
Salle Alésia Châtillon
16 avenue Jean Moulin.
Métro Alésia.

Lundi 13 mai 20h30

Hôtel de Ville FCR, avec Alain Krivine

COMMUNIQUE

L'Ecole Emancipée organise samedi 11 mai, 9 place de la Mare à Caen,

6 H sur l'Ecole
(Quelle Ecole ? Quelle Société ?)
avec J. Desachy
de 14 h à 20 h
(Montages diapos, panneaux, nombreux groupes de discussion, etc)



soutien à Rouge

IL N'EST JAMAIS TROP TARD POUR SE FAIRE PARDONNER ?

SOUSCRIVEZ !
C.C.P. : CHENOT
PARIS 4501/42

CONFERENCES DE PRESSE

ALAIN

Notre camarade Alain Krivine a présenté, au cours d'une conférence de presse tenue mercredi après-midi, l'analyse que faisait le Front Communiste Révolutionnaire des résultats du premier tour des élections. Après s'être félicité de la défaite de l'UDR, « battue de façon décisive, et sans doute irréversible », il a précisé : « La défaite de l'UDR n'est malheureusement pas la défaite de la droite. Chaban a essayé de faire jouer à l'UDR le rôle qu'elle avait quand de Gaulle était là. Il a échoué. La perspective de Giscard, beaucoup plus lucide et tenant compte du discrédit total de l'UDR, est de rassembler toutes les droites ». Pour barrer le chemin à Giscard, Alain Krivine a lancé un appel solennel pour que tous les travailleurs ayant voté pour l'extrême-gauche au 1^{er} tour, ou s'étant abstenus devant la « farce électorale », portent leurs voix sur Mitterrand au second tour. « Nous ne nous faisons aucune illusion. Nous savons que la victoire de François Mitterrand n'apportera aucune solution, mais elle déblocquera la situation. Notre premier objectif : battre la droite ».

Enfin, analysant les résultats de l'extrême-gauche révolutionnaire, Alain Krivine s'est félicité du succès de la candidature de L.O., tout en précisant que si le choix initial de ces camarades — faire une campagne « témoignage », jouer la personnalisation à outrance — leur avait permis de faire un « bon score, mais non dénué d'ambiguïtés », le Front Communiste Révolutionnaire avait choisi délibérément de faire une campagne très

politique, faisant tout pour empêcher la personnalisation, et abordant des thèmes tels que l'auto-défense ouvrière, l'antimilitarisme, etc... « Une campagne aussi politique ne pouvait pas amener beaucoup de voix » a conclu notre camarade, en ajoutant :

« Au niveau du score et de la consigne de vote, par rapport à 69, nous n'avons jamais été plus isolés. Mais au niveau de l'écho de notre campagne, il n'a jamais été aussi important même et surtout vis-à-vis des travailleurs du PC et de la CGT... Les votes qui se sont portés sur le candidat du FCR étaient « sans aucune ambiguïté, un vote pour la révolution socialiste ».

ARLETTE

Hier mercredi, Arlette a tenu une conférence de presse au cours de laquelle elle a commenté son score électoral et celui de l'extrême-gauche d'une façon plus générale

Le scrutin de dimanche a confirmé qu'une « fraction non négligeable de la population laborieuse pouvait se reconnaître dans le langage de l'extrême-gauche ouvrière. Ce résultat ne peut d'ailleurs surprendre que ceux qui ignorent qu'une fraction de plus en plus large de la classe ouvrière a conscience que ce n'est pas par les voies électorales qu'elle pourra changer la vie et que les travailleurs ne peuvent compter pour cela que sur leurs propres forces et leur résolution, que sur la lutte ».

● Nous n'avons plus ni la télévision, ni la radio. Pour faire entendre la voix des révolutionnaires dans les dix jours qui précèdent le second tour, il ne nous reste que la presse, les meetings, les tracts. Tout cela coûte cher, d'autant plus que les augmentations du prix du papier sont considérables.

Camarades qui avez soutenu la candidature d'Alain Krivine, camarades qui lisez le Quotidien Rouge, camarades qui partagez les idées que nous avons développées dans cette campagne, souscrivez ! La campagne révolutionnaire ne s'est pas arrêtée au premier tour. Elle se poursuit jusqu'au deuxième et bien au delà. Chaque franc sera donc précieux pour la poursuite du combat.

Arlette Laguiller a estimé également que toute une partie de l'extrême-gauche n'avait pas voté pour elle, mais pour François Mitterrand au nom du « réalisme » ou de l'« efficacité ». Tous ceux là, a-t-elle dit, ont volontairement répandu cette illusion visant à empêcher les voix d'extrême-gauche de s'exprimer comme quoi Mitterrand pouvait passer au premier tour, et qu'il avait même plus de chances au premier tour qu'au second — ce qu'ils se gardent évidemment bien de répéter aujourd'hui et qui est bien sûr complètement faux. Nos 600.000 voix sont bien loin de représenter l'ensemble des travailleurs qui se sont sentis d'accord avec ce que je disais ».

« On se demande, a-t-elle conclu, d'où viennent les voix d'Arlette Laguiller. La première idée, c'est qu'il s'agit de VOIX de femmes, ou plus exactement de VOIX féministes. Il y en a sans doute. Je le revendique, mais il ne faut pas exagérer cette source de voix. Et le plus important ce n'est pas tant de savoir d'où viennent les voix qui se sont portées sur moi. C'est qu'elles existent et qu'elles montrent que l'extrême-gauche quand elle apparaît pour ce qu'elle est fondamentalement, c'est-à-dire comme une tendance du mouvement ouvrier, est capable d'attirer à elle des centaines de milliers de gens qui se reconnaissent dans son langage et dans ses espoirs ».

courrier

LETTRES DE LECTEURS

Chers camarades,

Malgré la « campagne qui fait peur », 90.000 électeurs ont « osé » voter Krivine.

Malgré la forte pression électoraliste qui n'a pas épargné les Communistes Révolutionnaires, sur les lieux de travail, nos camarades appelaient à ne pas « déconner », l'instant est grave, voire historique. Aujourd'hui le « score du FCR » les réjouit — sauf quelques uns qui se demandent s'il s'agit de 90.000 militants. Là leur sourire se fige.

Alors je pose cette question : qui sont ces 90.000 électeurs ? L'ex-Ligue Communiste devait compter 6.000 militants dont une partie n'a pas le droit de vote.

90.000 électeurs qui se prononcent sur un programme révolutionnaire précis, sans concession, sont ils des sympathisants inorganisés ?

Pour mon cas : 41 ans, 3 enfants, militant CGT, délégué du personnel. Travail-transport 8h-20h, réunions syndicales. Samedi : études, ainsi que le soir. Comment dans ces conditions se consacrer à une organisation comme il conviendrait. Je compense cette inorganisation par la lecture de Rouge et des textes édités par l'ex-Ligue Communiste que je mets en pratique sur le plan syndical. Je souhaite pourtant être organisé politiquement pendant le peu de temps que je peux encore extraire.

J'habite une banlieue UDR. Je n'ai jamais vu la moindre trace d'une présence révolutionnaire. Or, je constate qu'il y a 7 « électeurs » du FCR dans mon bureau de vote, que je ne connais pas, et 60 dans la commune.

Il y a là une possibilité d'organisation sur les quartiers qu'il ne faut pas laisser passer. Prolongeons notre vote. Si Mitterrand est élu, nous en aurons besoin. Et si c'est Marcellin-Giscard, c'est extrêmement urgent. Transformons 0,36 % en 90.000 militants si c'est possible. 90.000 lecteurs de Rouge Quotidien...

Je ne sais pas comment il est possible de réunir sur les quartiers ces sympathisants, mais d'autres le savent. Appelez camarades, à organiser ces électeurs qui ont voté pour le FCR.

Salutations communistes,
S.L.

Je ne pense pas qu'il soit « sage » de vous donner mon adresse par courrier.

Camarades révolutionnaires,

Félicitations pour le Quotidien Rouge ! (malheureusement, je ne peux pas le lire tous les jours, 7 F par semaine, c'est trop pour mon portefeuille !).

C'est en tant que militant révolutionnaire breton que j'écris. Pour moi, pour nous tous, marxistes léninistes bretons, la revendication nationale est un des maillons de la lutte anti-impérialiste et anti-capitaliste. Nous ne sommes nullement des diviseurs de la classe ouvrière, comme le prétend le P.C.F., qui craint de se faire doubler à gauche. Au contraire ! Pour nous, la revendication bretonne, occitane, martiniquaise ou basque est un ferment révolutionnaire, un outil pour le prolétariat, une possibilité de mobiliser les masses.

Nous voulons briser l'isolement entre paysans, ouvriers, marins, commerçants, artisans et travailleurs intellectuels !

Nous voulons briser l'isolement des travailleurs d'un point de l'hexagone à l'autre !

Nous voulons briser l'isolement des travailleurs à l'échelle internationale contre l'impérialisme français et américain !

La Bretagne, pour les travailleurs bretons, ce n'est pas un duché mythique, c'est un cadre de lutte, c'est la grève du « Joint », de « Big Deutchman », c'est la « guerre du lait », ce sont les films de Vautier ! C'est aussi le combat d'un peuple pour sa culture, pour son existence propre, pour son droit à disposer de lui-même.

Analysant la situation mondiale, nous constatons que la lutte de libération des peuples par la voie communiste est à chaque fois une victoire du communisme international et un rude coup porté à l'impérialisme américain.

Il ne faut pas laisser la revendication nationale aux mains de la droite. L'Irlande et le Bangla-Desh en sont un piteux exemple. Il ne faut pas non plus dégoûter les jeunes camarades bretons, occitans, corses, etc. en leur répétant sans cesse qu'ils ne peuvent être communistes et breton, communiste et corse et qu'il faut qu'ils fassent leur choix ! le sectarisme fait le jeu de la bourgeoisie.

Au nom de l'internationalisme prolétarien !

Pour la révolution socialiste !
Pour l'union fraternelle des peuples dans un monde socialiste et non stalinien !

Pour l'autogestion et des moyens de production et des peuples !

Je vous demande, à vous lecteurs de Rouge, à vous camarades du FCR, d'être solidaires de la lutte révolutionnaire du peuple breton contre le capitalisme !

Proletaires de tous les pays, peuples opprimés, unissez-vous !

R.P. (Rennes)

JE VOTE AVEC MES POINGS

● Je ne vote pas, et c'est mon droit. Mais est-ce le droit des autres que de me l'interdire ? Et sous quel prétexte le pourrait-on ?

Pour ce qui est du droit la société de feu Pompidou, de feu de Gaulle, de feu Coty, de feu un tas d'autres pourris venus et à venir, ne s'est pas gratée pour le prendre. Le prétexte, il est simple et tout à fait évident : je suis un ancien et peut-être futur (car nul n'est à l'abri) détenu dit de droit commun, un de ces types qui ouvrent une porte, du XVIème de préférence (là où Giscard détient assez pour faire largement le plein), qui prend le pognon mal acquis et qui se tirent.

Ça m'a valu des années de prison, ça me vaut encore aujourd'hui un casier judiciaire dûment rempli et, bien entendu, une interdiction de voter pour de Gaulle sait combien de temps (car il savait des choses celui là, sauf, bien sûr, que l'UDR était de la mouscaille appelée après sa mort à redevenir mouscaille, tant il est vrai que le peuple reste le peuple et que la merde reste la merde).

Bref, je n'ai pas, je n'ai plus le droit de voter pour Giscard (voir fac similé). Et c'est bien fait pour sa gueule. Ce qui m'embête bien davantage évidemment, c'est de ne pouvoir apporter mon soutien aux voix populaires en mettant mon papier pour Mitterrand. Non que je lui fasse une confiance aveugle, loin de là. Mais parce qu'il représente l'espoir actuel de ce pays où nous crevons chaque jour un peu plus de ne pouvoir vivre.

Certes, la liberté et le droit de chacun à vivre selon ses besoins, ce n'est pas Mitterrand à l'Elysée, mais bien le peuple dans la rue. Il n'empêche que ma défiance de Mitterrand est loin d'aller jusqu'à voter pour Giscard ou même à m'abstenir. Aussi est-ce pour Mitterrand que j'aurais voté sans hésiter au deuxième tour, si, bien entendu, cette société qui ne m'a jusqu'alors laissé que le droit de crever et de payer mes impôts ne m'avait ôté ce qui peut faire croire à un homme qu'il est libre : la possibilité de désigner celui qui le représentera.

De toute façon, il est clair que je ne baisse pas les bras et que

devant l'alternative qui me reste de me soumettre ou de combattre, c'est encore et toujours le combat que je choisis.

Serge Livrozet
du Comité d'Action des-Prisonniers
15, rue des 3 frères
75018 — Paris

AGITATION A FLEURY MEROGIS UN COMMUNIQUE DU CAP

● Selon le CAP, divers mouvements de révolte se seraient produits au début de la semaine dernière à Fleury Méréogis. Quatre détenus auraient réussi à monter sur les galeries longeant les toits d'un quartier de l'établissement pénitencier et auraient réussi à y rester trois jours et trois nuits, avant d'être délogés par les CRS.

L'origine de cette révolte : une manifestation de 60 détenus le 1^{er} mai pour exiger l'amélioration de la qualité des repas et un temps de promenade plus long. Les CRS seraient intervenus également et auraient utilisé de nombreuses grenades lacrymogènes. De nombreux détenus ont été blessés, et certains expédiés au « mitard ».

Le CAP dénonce le « silence total qui a été gardé par le ministère de la justice ainsi qu'une situation qui force les détenus à se révolter pour se faire entendre et les expose ensuite à des sévices résultant d'une répression rigoureuse ».

Document administratif de la Direction des Indes Françaises, Organisme officiel chargé de la tenue de fichiers nationaux des électeurs. 12, rue Boulitte à Paris 14ème, sous deux des 1 pédoncules radis de la liste électorale de l'école communale, comme se réunissant plus les conditions requises pour y être inscrits.

Dans le cas où vous auriez des objections à formuler contre cette radiation, votre réclamation ne pourrait être examinée que par l'organisme sus-visé.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de nos sentiments distingués.

Le Maire,

Lettre envoyée à Livrozet. Nous signalons par ailleurs que notre camarade Pierre Rousset est radié des listes électorales après ses démêlés avec la justice, tout comme Alain Geismar, Le Dantec, Le Bris, etc.

travailleurs immigrés

20 jours de grève de la faim

LE PIEGE

Depuis neuf heures, ce mercredi matin, le Bureau de la Direction de la main-d'œuvre, 109, rue Montmartre, est occupé par environ 150 travailleurs immigrés, pakistanais, mauriciens, et tunisiens.

37 travailleurs immigrés du foyer de la rue Dulong ont mené une grève de la faim du 25 mars au 13 avril, avec autour d'eux les 400 à 500 habitants du foyer. La situation des travailleurs du foyer Dulong était et est toujours, très difficile. Une grande partie d'entre eux n'est en France que depuis l'été dernier, c'est le cas surtout des Pakistanais, ne parlant pas français, traumatisés par leur exil ayant parfois été étudiants ou professeurs dans leur pays.

Comment vivaient-ils ? Les 3/4 d'entre eux étaient sans travail, vivant de la solidarité de ceux qui avaient trouvé un emploi : travail noir, une cinquantaine était employée par les Nelles Messageries de la Presse Parisienne comme vendeurs de journaux à la criée, sans carte de travail bien entendu, sans carte de colportage. Il y a un accord plus ou moins tacite entre les services de N.M.P.P. et certains commissariats pour que les vendeurs à la criée ne soient pas inquiétés.

Dans ces conditions, la grève de la faim a été un recours ultime. Elle a été entreprise pour l'obtention de la carte de séjour et de la carte de travail. Elle a duré 20 jours et s'est arrêtée après de vagues promesses faites par le ministère du Travail.

Aujourd'hui, les travailleurs qui occupent la direction de la main-d'œuvre reviennent sur la façon dont s'est déroulée cette lutte et sur la question des relations qui ont existé entre les grévistes et le comité de soutien. Assis sur les marches de l'escalier du 109 rue Montmartre, M... nous dit que les membres du comité de soutien ont tous disparu au lendemain de la mort de Pompidou. Il met le doigt sur une espèce d'incompréhension qui a existé entre les grévistes et les militants qui s'occupaient de la popularisation de leur lutte. Récemment arrivés, peu concernés par les problèmes de la politique française, les grévistes se sont heurtés à la démission des services ministériels concernés et à la marginalisation de fait de leur lutte dans une situation polarisée par la campagne électorale.

Pour se débarrasser de l'affaire, M. Postel-Vinay, directeur de l'immigration au ministère du Travail, a promis distraitement un contrat pour tous, un logement pour tous et une aide sanitaire et matérielle. Ce n'était pas la carte de travail, mais les grévistes ont accepté et mis un terme à leur grève. Sollicités par d'autres tâches pressantes, les militants du comité de soutien se sont, eux aussi, démobilisés. Les grévistes ont attendu que le ministère remplisse ses promesses...

Et rien, ou pire que rien : blocage administratif, petits travaux transitoires dans la jointaine banlieue, logement dans des asiles de clochards. Le désespoir de leur situation s'est de nouveau emparé d'eux.

NOUVELLE MOBILISATION

Vendredi 26, à 15 h, une délégation du comité de soutien a été reçue par M. Postel-Vinay, place Fontenoy, au ministère du Travail.

La délégation demandait que le ministère tienne ses promesses quant à la prise en charge de la réaffectation des grévistes, aux soins médicaux indispensables et au logement. Si, administrativement, des dispositions à leur égard ont été prises, ils sont menacés de ne pouvoir en bénéficier vu leur état physique, sous-alimentés, incapables d'aucun effort, dans l'impossibilité de prendre un emploi.

Postel-Vinay déclare s'en occuper sur le champ, appelle son homologue du ministère de la Santé : Lenoir (directeur de l'action sanitaire et sociale), le quel saisit Loubet, qui engendra Erbuleau, pour aboutir à M. Thiébault qui proposa l'adresse d'un dispensaire et le logement dans un foyer rue du Surléon. Autrement dit, toujours rien, la mobilisation repart cette semaine avec d'autres formes.

Dimanche soir, pendant l'agitation des résultats électoraux, ils se dirigent vers la Tour Montparnasse où s'est installé l'état-major de Mitterrand. Ils y rencontrent une certaine froideur, on leur envoie un émissaire qui marmonne un engagement comme quoi une question sera posée au Parlement, bla, bla, bla... Promesse de recevoir deux délégués, les deux délégués sont choisis, entrent, mais personne ne les remarque.

Lundi, les travailleurs lancent un appel à un rassemblement devant la Bourse du travail, 200 personnes s'y retrouvent, ne sachant pas trop de quoi il s'agit, mais c'est le signal de la nouvelle mobilisation, et le lendemain l'UL-CFDT du XVII^e propose aux anciens grévistes d'occuper un local au siège de la centrale, rue Montholon. Le soir, une réunion du Front des immigrés se tient (ETA, MTA, UGET, UGTS, GRC) au terme de laquelle l'occupation du Bureau de la main-d'œuvre est décidée.

L'OCCUPATION

M... explique le sens de cette action. « Nous sommes ici pour dénoncer l'intoxication gouvernementale. Nos revendications sont la carte de travail et la carte de séjour, la formation professionnelle et des logements à bon marché. Nous sommes ici pour lutter et

ultimatum au Ministère du Travail, nous voulons une réponse avant 17 heures aujourd'hui. Le ministère portera la responsabilité de tout ce qui peut arriver ».

Par ailleurs, il explique que l'idée des suicides collectifs annoncés n'est pas abandonnée et qu'ils devraient être considérés comme des assassinats prémédités.

Et si la police veut vous déloger ? « nous restons ici, nous attendons la réponse ici. C'est un ultimatum ? ».

A 11 h 30, rue Dulong, la réponse du ministère est arrivée. La lettre (non signée) promet :

— pour les 19 Pakistanais anciens grévistes : un stage de formation professionnelle accélérée dans un centre du bâtiment dans la Vienne, stage de 16 semaines rétribué au SMIC, avec la carte de travail.

— Pour les autres grévistes (Mauriciens et Tunisiens) : l'adresse du bureau de l'agence nationale pour l'emploi, 1, avenue de la porte de Clichy avec un logement, pour la période de recherche d'un emploi. Mais l'essentiel de la lettre, ce sont des menaces : il y a du chômage en France, même pour les Français, alors on ne va promettre rien, s'il n'y a pas de travail, on offre un voyage gratuit dans le pays d'origine avec une indemnité de 1000 F.

Rien pour les autres travailleurs du foyer.

Dans la voiture entre la rue Dulong et la rue Montmartre, D... qui est arabe explique. « Nous allons discuter cette lettre en A.G. Mais ce n'est pas possible. Les revendications sont les mêmes pour tous... Cette histoire de chômage est un appel du pied au racisme... »

Mais pourquoi la distinction entre les Pakistanais et les autres ?

D... refuse cette séparation. Le ministère explique que c'est parce que les Pakistanais ne parlent pas le français et qu'ils doivent l'apprendre. Mais pour D... la solidarité de toutes les nationalités est un des facteurs les plus positifs de cette lutte. Tout à l'heure, rue Montmartre, Djellali Kamel donnera une conférence de presse au nom de tous, dénoncera au nom de tous le piège.

Le piège de la circulaire qui réussit le tour de force d'être à la fois Fontanet et Marcellin : sans carte de séjour, pas de carte de travail, sans carte de travail, pas de carte de séjour.

Dernière minute :

A l'heure où nous bouclons, nous apprenons que les flics ont chargé pour essayer de déloger les occupants qui leur résistent.



Kagan

BUS ET METRO GRATUITS ?

Le saviez-vous ? Les transports vont devenir gratuits. Pas tous : seulement ceux de la RATP. Toutes ces études effectuées le prouvent : ce qui hier n'était qu'une utopie pourra dès demain devenir réalité : plus de carte hebdomadaire, plus de carnets, plus de billets, plus de contrôle ! Tout sera gratuit !

Les deux gros problèmes qui empêchaient jusqu'à présent la mise en application d'une telle mesure ont été résolus.

1) Les poinçonneuses et poinçonneurs sont, du fait de l'automatisation du contrôle, en voie de disparition. Dans les autobus il n'y a plus aujourd'hui de « receveurs », ceux-ci ont été supprimés, depuis l'instauration du péage à l'avant. Il n'y a pas eu — paraît-il — de licenciements : l'économie de personnel a pu être réalisée par le simple jeu des départs en retraite et des reclassements. La gratuité des transports ne risque donc plus de provoquer une vague de chômage au sein du personnel de la RATP.

Cette décision ne provoquera pas de nouvelles dépenses supplémentaires. En effet, sur un budget total de 3170 millions en 73 les

voyageurs n'ont versé que 1275 millions, le reste étant pris en charge par l'Etat (900 M), la ville de Paris et les départements de la couronne (400 M), les employeurs (300 M). Les 1275 millions pourraient être facilement trouvés grâce à la prime du transport qui sera directement versée à la RATP (800 M), à la taxe de transports (1 % du salaire) qui doit rapporter au moins 200 millions de plus.

Sans parler des économies qui seront réalisées sur les appareils automatiques, la billetterie, le personnel de contrôle, etc...

Alors c'est vrai ? Le métro, le bus demain seront gratuits ? Hélas non. Certes la gratuité des transports parisiens est possible. Mais elle n'est pas « souhaitable ». Car, comme l'écrit le Figaro, la gratuité du bus et du métro parisiens risquerait d'entraîner la même revendication pour les usagers de la SNCF. Dans la Grande Couronne « voire dans toutes les banlieues des grandes villes françaises », tout cela ne risque-t-il pas de « déboucher sur un désir de voir ce principe étendu à d'autres services publics. Pourquoi pas ensuite l'électricité, le gaz, etc ? ».

Pourquoi pas en effet ? L'énumération des services publics qui pourraient être rendus gratuits dans le cadre d'un véritable gouvernement des travailleurs en comprendrait bien d'autres. Sans parler de tout ce qui n'est pas considéré aujourd'hui comme service public et qui le deviendrait : pain, lait, etc. Et ce n'est pas plus utopique que ne l'est aujourd'hui la gratuité du métro.

Admirons la conclusion du Figaro :

« La gratuité ne sera sans doute pas pour demain. Il faut plutôt s'attendre à une augmentation modérée du prix du billet de métro et d'autobus, qui pourrait intervenir dans quelques mois ».

Peut-être au lendemain des élections ? Dites-moi Monsieur Mitterrand, ne serait-ce pas là une des premières mesures concrètes que pourrait prendre un « gouvernement d'Union de la Gauche » si jamais vous étiez élu ? Cela ne vous coûterait pas cher à ce qu'il semble.

ils ne respectent pas la trêve



SFCMM-NANTES : 8 JOURS DE LUTTE. UNE VICTOIRE

Après une semaine de grève, et une manifestation devant la chambre patronale, les travailleurs de la Société Française de Constructions métalliques et mécaniques ont repris le travail lundi.

Ils ont obtenu : 0,50 F de l'heure à compter du 1er mai, une augmentation de 0,30 F au 1er juin ramenée au 1er mai, une prime semestrielle de 7 % du salaire brut.

D'autres luttes ont lieu dans la région : à la CMRO Bougenais après le licenciement d'une déléguée syndicale ont lieu des grèves tournantes ; aux aciéries de la CPIO, parti en grève totale le 29 avril, le personnel a obtenu 100 F d'augmentation pour tous, une réduction de 40 minutes des horaires hebdomadaires, le paiement des jours de grève à 90 %, disponibilité pour les jeunes mères de famille, possibilité de prendre un an sans perte d'avantages (ancienneté, qualification), ou de un à trois ans en conservant 50 % de l'ancienneté.

Ste MARIE (CLERMONT) : « LES FRANGINES A L'USINE ! »

A Ste Marie, les travailleurs sont de nouveau mobilisés contre les bonnes sœurs patrons qui veulent supprimer leurs avantages acquis et contre l'exploitation des malades. Mardi des délégations des travailleurs de Rhodéz et du Puy sont venues manifester à la propriété de l'Hermitage : cet immense domaine payé sur le dos de la Sécurité Sociale et des travailleurs a été occupé symboliquement 1/2 h. Les mots d'ordre : Concertation, piège à cons ! Les frangines à l'usine ! Chaud, chaud, chaud, le printemps sera chaud ! La manifestation à laquelle la CGT avait refusé de participer « vues les circonstances actuelles », s'est dispersée aux cris de : « Ce n'est qu'un au-revoir mes sœurs ».

QUI SE RESSEMBLE S'ASSEMBLE

André Bergeron, secrétaire général de Force Ouvrière, vient de rencontrer Tran Quoc Buu, président de la « confédération sud vietnamienne du travail ».

Tran Quoc Buu : l'agent de Thieu, celui qui a tenté d'organiser un « contre-congrès » des syndicats vietnamiens pour briser la Fédération Saïgonnaise des Syndicats regroupant 15 organisations en opposition au régime fantoche, celui qui a couvert l'arrestation et la mort sous la torture de responsables syndicaux par la police formée par les Américains.

Bergeron et Tran Quoc Buu se sont affirmés, à la suite de leur entretien, solidaires dans la défense des libertés et le renforcement d'un mouvement syndical « libre ». Une récente enquête recensait 201.200 prisonniers dans les geôles de Thieu. Et elle est en-deçà des chiffres réels.

Bergeron, complice de l'assassinat des travailleurs saïgonnais !

LA GREVE CONTINUE A L'USINE GUEGAN (MORBIHAN)

Les 70 ouvriers de l'usine de charpentes métalliques Guegan à Landaul continuent leur lutte pour une augmentation des salaires après le refus mardi de la direction.

UNE BONNE CHOSE : LE PDG D'UNE LAITERIE CONDAMNE

Le tribunal de grande instance a condamné mardi, à deux mois de prison avec sursis, le directeur d'une laiterie d'Herbignac pour entrave au fonctionnement du CE : il avait licencié un cadre représentant du personnel, en commençant par lui interdire de se livrer à ses occupations professionnelles.

LETRE OUVERTE A TOUS CEUX QUI ONT ENVIE D'ETRE BIEN SOIGNES

Après la manifestation du jeudi 25 avril (plus de 2000 élèves infirmières entre Denfert et la Salpêtrière), nous, élèves infirmières de l'école Saint Antoine, nous sommes mises en grève le lundi 29 avril au matin. Nous dénonçons à la fois le statut qui est proposé et les conditions d'exercices — deux propositions s'offrent alors à nous :

— un apprentissage sous contrat, qui nous donne 350 F d'indemnité mensuelle plus quelques avantages sociaux (sécurité sociale, gratuité des repas). Mais ce contrat nous engage après 28 mois d'études à exercer pendant 5 ans dans les hôpitaux de l'Assistance Publique.

— ou un apprentissage sans contrat qui nous supprime l'indemnité et les divers avantages sociaux et sans aucune garantie d'emploi (...)

Nous dénonçons :

L'exploitation qui est faite de nos personnes durant ces stages où nous suppléons à la carence de personnel dans les hôpitaux. De plus, au mois d'août, pour les premières années, sous couvert du titre pompeux d'« expérience », nous devons travailler 8 h par jour, 40 h par semaine sans aucune rémunération et sans aucun encadrement (...)

Par cette grève nous revendiquons :

— une revalorisation de l'indemnité avec le maintien des avantages acquis,

— une véritable formation (véritable encadrement pédagogique),

— ne plus suppléer à la carence en personnel des hôpitaux ce qui porte un préjudice grave à la sécurité et à la santé des malades.

Les élèves infirmières de Saint Antoine en grève

Mercredi 8 mai, l'après-midi, les élèves infirmières ont à nouveau manifesté dans la rue de la Bastille à l'avenue Victoria. Aujourd'hui une délégation doit être reçue au ministère des Finances.

DRAGON (Grenoble) : LE MOUVEMENT TIENT DEPUIS LE 19 MARS

Contre la mise à pied de trois jours infligée à une vingtaine d'employés, et pour une augmentation de salaire, le personnel de l'usine Dragon (banlieue de Grenoble) réuni hier en assemblée générale ont décidé d'élaborer des propositions à présenter à la direction.

Indes

L'ÉPREUVE DE FORCE

Mercredi 8 mai, 6 heures du matin. La grève générale illimitée reconductible des cheminots débute en Indes. Elle ouvre une importante épreuve de force avec le gouvernement d'Indira Gandhi. Depuis son annonce par l'AIRF (Fédération des cheminots), il y a une semaine, la tension ne cesse de croître. Le ministre des chemins de fer, L.N. Mishra, a en effet opposé une fin de non recevoir à l'exigence d'une augmentation de 75 % des salaires. Et le gouvernement multiplie les provocations : on a d'abord annoncé 700 arrestations « préventives », puis 1000, 2000 et 3000. Les syndicats dénoncent maintenant l'emprisonnement de 6000 de leurs militants. Le pouvoir en fait de véritables otages « légaux ». Mishra a annoncé qu'ils ne seraient libérés que si l'ordre de grève était rapporté ! Et après la grève générale de solidarité organisée par le mouvement ouvrier à New Delhi et Bombay le 3 mai, le gouvernement a mobilisé l'armée qui tente d'assurer le minimum de transport (voir « Quotidien Rouge » du 8 mai).

Les arrestations semblent durement frapper le Comité National de Grève. Mais la détermination des cheminots n'est pas, apparemment, entamée.

De la prison où il est détenu depuis le 1er mai, Georges Fernandes, un des principaux dirigeants de la grève, a lancé un appel disant que « l'heure de l'action est arrivée » et que « les cheminots ne doivent pas céder aux menaces ». Plusieurs dizaines de syndicalistes détenus ont engagé une grève de la faim.

Cette grève du rail est la quatrième depuis que l'Inde a accédé à l'indépendance en 1947 (les trois précédentes ayant eu lieu en 1948, 1960 et 1968). L'importance que revêt celle-ci s'explique par la situation économique catastrophique que vit l'Inde et la place du rail dans un pays qui équivaut à un véritable sous-continent. Faute d'une révolution sociale — et à la différence de la République Populaire de Chine — l'indépendance n'a jamais permis de chasser durablement le spectre de la famine. Et actuellement c'est l'un des Etats les plus frappés par la hausse conjointe des prix du pétrole et des produits manufacturés. La bourgeoisie indienne est décidée à faire payer son incurie aux travailleurs. Et sa réaction est d'autant plus violente qu'à la crise du capitalisme indien répond, après une période d'accalmie, une nouvelle montée des luttes de masse. Dans plusieurs Etats (Gujarat, Maharashtra...), des luttes à caractère pré-révolutionnaire ont éclaté (voir Rouge-hebdo No 248). C'est ce contexte, malgré l'appel constant à la « responsabilité » lancé par les directions réformistes de la classe ouvrière, qui peut donner son plein sens à la grève illimitée des cheminots.

P.R.

Grande-Bretagne

UN MILLION DE GREVISTES DANS LA METALLURGIE

Le syndicat des métallurgistes a donné l'ordre mardi à ses 1,2 millions d'adhérents de se mettre immédiatement en grève pour protester contre deux décisions du tribunal du travail provoquées par l'application de la loi Carr. Cette loi baptisée loi « scélérate » par les syndicats, votée par le gouvernement conservateur en 1971, prévoyait une réglementation sévère de l'exercice du droit de grève, de lourdes amendes pour les contrevenants à la loi et la création d'un registre auquel chaque syndicat était individuellement tenu de s'inscrire. Le tribunal des relations du travail, lui aussi créé par la loi Carr, a condamné le syndicat à verser 47 000 livres d'amende pour piquets de grève abusifs, et a fait procéder à la saisie d'une partie des biens du syndicat.

Cette décision du tribunal est d'autant plus surprenante que d'ores et déjà le gouvernement travailliste aurait déposé un projet de loi destiné à abolir la législation introduite par le gouvernement conservateur, projet qui a été adopté mardi en deuxième lecture à la Chambre des Communes, par 299 voix contre 264. De plus, le gouver-

nement travailliste a annoncé son intention de procéder au remboursement de tous les avantages fiscaux généralement accordés aux syndicats et qui avaient été supprimés pour « faits de grève illégaux » sous le gouvernement conservateur.

La décision du syndicat des métallurgistes a été immédiatement mise en application, provoquant dès mercredi l'arrêt de chaînes de montage dans plusieurs usines de construction automobile, et empêchant la sortie de la grande majorité des quotidiens britanniques. Seuls trois d'entre eux ont réussi à sortir (sur 9 habituels), mais avec un tirage limité. Ainsi la « Daily Telegraph », qui tire habituellement à 1,4 million d'exemplaires, n'a imprimé mercredi que 5000 exemplaires.

Si le gouvernement travailliste n'arrive pas à trouver un compromis permettant la non-application de la décision du tribunal, l'ordre de grève qui ne touche pour l'instant qu'un des quatre syndicats de la métallurgie, pourrait très bien être repris par les autres centrales, ce qui plongerait rapidement dans le chaos l'économie britannique, à peine remise du régime de la semaine de trois jours.



Bautista Van Schouwen membre de la direction politique du MIR, arrêté et torturé sans aucun procès.

Chili TOUT FAIRE POUR ARRETER CES ASSASSINATS

Ainsi Pinochet, un grand libéral, vient-il d'accorder sa grâce. Cinq camarades, cinq militants échappent à la mort et c'est déjà un point marqué par les travailleurs chiliens ; ils resteront aux travaux forcés... jusqu'à la fin de cette junte de Versaillais ! Ils sont huit encore qui risquent d'être assassinés derrière cette façade de légalité. Et les tribunaux militaires n'ont pas fini leur sale besogne !

Hier encore, cette junte de fascistes ne se donnait pas la peine de fabriquer des procès. Bautista Van Schouwen, membre de la direction politique du MIR, arrêté, torturé, sans procès. Des dizaines de milliers de travailleurs assassinés, sans procès.

Si la junte se donne maintenant une façade pour ses crimes. C'est que ce régime est arrivé à un point critique : il a échoué dans son projet de destruction de la classe ouvrière

chilienne, il n'a pu normaliser sa situation économique. Il lui faut attirer les investissements, réapparaître sous un autre masque sur l'échiquier international. Pendant sa base sociale, ne parvenant pas à embrigader massivement la petite bourgeoisie contre la classe ouvrière, c'est encore la répression son recours, une répression qui s'appuie sur l'armée, une répression plus sélective, plus pesante pour les travailleurs et les révolutionnaires.

Alors même que les hésitations de la direction de l'UP ont désarmé les travailleurs devant la bourgeoisie, ses milices, son armée, nous ne pouvons hésiter à tout faire pour arrêter ces assassinats.

Tous à la manifestation
Jeudi 9 mai
18 h 30
Gare de l'Est

Allemagne Helmut Schmidt à la chancellerie

La seconde guerre mondiale s'était achevée avec la coupe de l'Allemagne en deux. La RFA fut reconstruite grâce à l'aide du plan Marshall financé par les Etats-Unis. Elle constituait pour les stratèges du pentagone un tampon contre la menace « rouge » au moment de la guerre froide.

Willy Brandt a changé cet état de fait. Par une politique d'ouverture à l'est, l'Allemagne a pris sa place dans le vaste marché des investissements en URSS.

Devant les progrès français, américains et japonais dans ce domaine, il était nécessaire pour l'Allemagne de voir ses débouchés augmenter par cette extension de la sphère d'investissement capitaliste.

Cette politique n'a pas été sans

résistance au sein du pays. L'accord de non agression avec l'URSS (août 70), la reconnaissance de la frontière occidentale de la Pologne (déc. 70), l'établissement de relations avec l'autre Allemagne, la RDA (nov. 72), ont suscité une opposition au sein même du parti social-démocrate (SPD)

L'arrivée d'Helmut Schmidt à la Chancellerie marquera sans nul doute un rapprochement plus profond avec les USA, un renforcement du courant atlantiste en Europe et par conséquent un affaiblissement de la politique de balance de Jobert. Cela se traduira parallèlement par un certain refroidissement avec l'est même que les relations économiques établies continuent.

COMMUNIQUE D'AFRIQUE EN LUTTE

■ A l'heure où au cœur de la citadelle impérialiste la réaction qui organise depuis 15 ans le pillage des néo-colonies françaises peut être battue par F. Mitterrand, candidat des partis de gauche, un vent d'espoir traverse le mouvement anti-impérialiste africain : serait-il possible que la gauche au pouvoir brise la domination impérialiste française ? Le contenu du programme commun sur cette question ne dépasse pas le cadre des revendications des régimes fantoches africains pour l'obtention de miettes plus substantielles. Pas un mot sur la présence des troupes françaises ; pas un mot sur la répression que subissent les militants africains dans l'émigration. Senghor, par exemple, se permet de protester publiquement contre la faiblesse de l'aide française à la veille du premier tour. Il amorce un débat avec le PS français, puis avec le PS portugais, retrouvant la « vocation socialiste » de son parti réactionnaire dans l'unique but de maintenir un ordre néo-colonial aussi bien au Sénégal qu'en Guinée-Bissau.

Il est inévitable qu'au nom de « l'intérêt national » et de « l'amitié entre les peuples », les réformistes français maintiennent, à quelques

réformes près, la domination impérialiste sur nos pays. En se refusant à briser le pouvoir économique et politique de la bourgeoisie française, ils se préparent aussi à gérer ses intérêts impérialistes.

Les rédacteurs africains de « Afrique en Lutte », militants de la IVème Internationale, appellent leurs camarades à ne se faire aucune illusion sur un futur gouvernement de gauche en France : seules nos luttes pourraient briser définitivement la domination impérialiste.

Le 7-5-74

CITE INTERNATIONALE, MAISON D'AFRIQUE : 11 ETUDIANTS AFRICAINS ARRETES APRES UNE INTERVENTION BRUTALE DES CRS

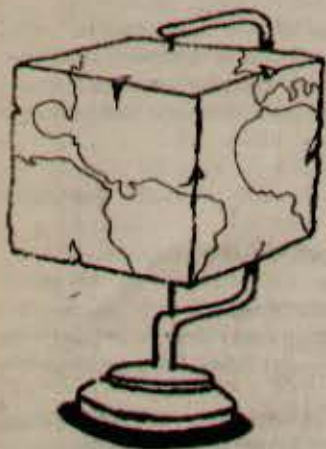
■ Mardi 7 avril, les résidents de la Maison d'Afrique occupent les locaux administratifs de leur Maison pour protester contre l'expulsion arbitraire d'un membre du comité de résidents, Samba M'bour. Valigny, directeur musclé mis en place par le ministère des Affaires Etrangères pour faire régner l'ordre néo-colonial à la Maison d'Afrique, qui s'est distingué en faisant intervenir au mois de janvier contre les résidents une bande parallèle, a

fait sans hésiter intervenir les flics, désignant lui-même les étudiants à embarquer. Il était accompagné pour cette basse besogne du délégué général de l'administration de la Cité, Marthelot, qui avait déjà fait intervenir les CRS en juillet 72 afin de museler un foyer de dénonciation de la politique néo-coloniale française.

En première riposte à cette intervention policière, une assemblée générale des résidents de la Cité (400 personnes) s'est tenue le soir même à la Maison d'Afrique pour exiger la libération des camarades emprisonnés, la réintégration du membre du comité de résidents expulsé et le respect des libertés démocratiques dans la Maison. Pour renforcer cette lutte, une manifestation est appelée mercredi soir à 20 h à la Cité, qui sera suivie d'une nouvelle AG.

PAN, DANS L'AILE I

■ Le FRELIMO vient d'annoncer qu'il a abattu mercredi deux avions portugais qui bombardaient les zones libérées FINGOE et ZUMBOE au Mozambique. « Ces incursions, précise le FRELIMO, surviennent presque quotidiennement et entraînent le massacre de gens sans défense ».



aux quatre coins



Le « Mai 68 » du Portugal (2)

L'EXTREME-GAUCHE AU PORTUGAL

La politique réformiste et droite du PC portugais, son refus à engager une campagne de masse contre la guerre coloniale, son soutien ouvert et a-critique à la junte militaire créent un espace vide à gauche qui est rapidement en train d'être rempli par diverses organisations révolutionnaires.

Ainsi, s'il se constitue actuellement un mouvement un peu amorphe qui s'intitule « Gauche socialiste » et qui, comme le PSU français, cherche son chemin entre le PC et les révolutionnaires, avec lesquels il se propose de collaborer. Patronné par des intellectuels de prestige, il peut connaître un certain développement dans les semaines qui viennent, pour la création d'un périodique ouvert aux différents courants à gauche du PC.

Dans la gauche révolutionnaire proprement dite, l'hégémonie appartenant jusqu'ici aux différents courants maoïstes, généralement d'implantation locale: le **Grito do Povo** (Cri du Peuple) au Porto, le **MRPP** (Mouvement Réde Réorganisation du Parti du Proletariat) à Lisbonne, etc., etc. (la liste des groupes maos est fort longue, comme vous pouvez l'imaginer). Le plus actif et dynamique est aujourd'hui sans doute le **MRPP**, avatar portugais du stalinisme qui se réclame de la pensée de Mao Tse Tung et de Enver Hodja. Leur principal mot d'ordre, scandé dans les manifestations réclame:

« Pain, Paix, Terre, Liberté, Démocratie, Indépendance nationale ». L'heure n'est pas au socialisme au Portugal, et on doit se contenter d'admirer (de loin) la Chine maoïste et l'Albanie, ce « phare du socialisme en Europe ».

Le **MRPP** présente en outre certaines « particularités » doctrinaires fort bizarres.

J'ai entendu de mes propres oreilles le principal idéologue de ce groupe expliquer froidement devant un meeting de masse que « le peuple portugais opprime depuis 5 siècles les peuples des colonies », que des secteurs importants de la classe ouvrière portugaise s'engraissent sur le dos de l'exploitation des peuples coloniaux, ce qui explique d'ailleurs la passivité du prolétariat au Portugal face au régime fasciste, etc., etc. Par ailleurs, le **MRPP** est d'un sectarisme à toute épreuve envers le **PCP** (« les révisos ») et j'ai vu de mes yeux sur les murs de Lisbonne le mot d'ordre « Feu sur les révisionnistes », signé du **MRPP**. Heureusement pour le moment les fusils ne sont qu'imaginaires...

Ceci dit, ces camarades ont une dynamique et un « punch » dans l'action qui sont assez remarquables. Ils mènent une campagne impitoyable contre la guerre coloniale, spécialement auprès des soldats, et dans leur manifestation du 1^{er} mai participaient, dans les premiers rangs, en chaînes, des dizaines de marins et de soldats. Ils organisent en outre des actions spectaculaires pour empêcher le départ de nouvelles troupes vers les colonies, et ont récemment réussi, avec la complicité des familles des appelés, à empêcher un dizaine de soldats à monter dans un avion en partance vers l'Afrique. Les officiers réactionnaires haïssent le **MRPP** et se proposent de l'exterminer à la première occasion.

Deux autres groupes révolutionnaires, plus petits, se rapprochent plus de nos positions et collaborent fraternellement avec l'organisation portugaise de la IV^{ème} Internationale (la Ligue Communiste Internationaliste).

1) **L'URML** (Union Révolutionnaire marxiste léniniste) pour laquelle la révolution socialiste est à l'ordre du jour. L'URML mène un travail ouvrier assez important dans certains secteurs et essaie actuellement un courant révolutionnaire dans quelques syndicats.

2) **Le PRP** (Parti Révolutionnaire du Proletariat), petit groupe combatif mais d'extraction essentiellement étudiante et intellectuelle. Le PRP entretient des rapports étroits avec les célèbres « Brigades Révolutionnaires » qui ont mené des actions de guérilla contre l'appareil armé du régime fasciste de Caetano.

La **Ligue Communiste Internationaliste** (LCI), groupe sympathisant de la IV^{ème} Internationale, et la première organisation trotskyste dans l'histoire du Portugal. Fondée il y a quelques mois par une conférence clandestine, elle est actuellement la seule organisation d'extrême gauche



Arrestations de membres de la P.I.D.E....



implantée à l'échelle nationale, dans les principales villes du Portugal. A Porto la LCI est d'extraction essentiellement prolétarienne et mène un travail en profondeur vers les usines et entreprises; à Coimbra, ville universitaire, nos camarades sont de plus en plus présents dans les mobilisations étudiantes, tandis qu'à Lisbonne se font leurs principales apparitions politiques centrales.

Malgré leur nombre relativement réduit, nos camarades de la LCI ont fait au cours des derniers jours une remarquable « irruption » sur la scène politique. D'abord le 1^{er} mai, en organisant, animant et encadrant (en collaboration avec l'URML et le PRP) un cortège révolutionnaire au sein de la manifestation unitaire du mouvement ouvrier à Lisbonne. Regroupant au début quelques centaines de militants et de sympathisants, le cortège se distinguait de ceux dirigés par les réformistes, par les drapeaux rouges et les mots d'ordre: « le pouvoir aux ouvriers et aux travailleurs », « indépendance immédiate pour les colonies », « retour des soldats », « à bas l'exploitation capitaliste », « révolution socialiste ». Peu après, ce furent environ 10.000 ouvriers, travailleurs, étudiants, soldats et marins qui se sont joints au « défilé rouge », attirés par sa combativité et par son orientation clairement anti-colonialiste et anti-capitaliste. A l'intérieur du stade où a eu lieu le meeting de la gauche, nos camarades se sont dirigés vers la tribune pour demander le droit à la parole. Non

seulement leur requête a été refusé, mais les staliniens de service ont menacé physiquement la délégation des révolutionnaires. Refusant la provocation des bureaucrates, nos camarades sont partis avec des milliers de manifestants, vers une place proche où s'est tenu un meeting révolutionnaire, un camion militaire orné de drapeaux rouges servait de tribune, avec le soutien et la participation des soldats! Un communiqué de la LCI relatant les événements a été remis à la presse et publié par les principaux quotidiens de Lisbonne.

Le dimanche 5 mai la LCI s'est mobilisée pour soutenir et animer une manifestation convoquée par des étudiants et travailleurs africains immigrés anti-colonialistes. Ce fut la première manifestation de masse des travailleurs immigrés africains de l'histoire du Portugal! Ayant à sa tête une grande banderole qui proclamait « Pas un soldat de plus vers les colonies », le défilé a parcouru les rues des quartiers populaires où habitent des travailleurs africains qui ont massivement rejoint la manifestation, ainsi que des ouvriers, étudiants et marins portugais. Des camarades du **MRPP** ont rejoint, eux aussi, la manifestation. Le défilé s'est terminé par un meeting sur la principale place du centre de Lisbonne, le Rossio, où des militants africains ont pris la parole pour dénoncer les crimes du colonialisme et les manœuvres néo-colonialistes de la bourgeoisie portugaise.

Des militants de la LCI sont eux

aussi intervenus, perchés en haut du piédestal de la statue du vénérable empereur D. Pedro V du Portugal (recouverte de haut en bas et de gauche à droite par des faucilles et des marteaux...). Ils ont souligné l'identité d'intérêts des masses exploitées des colonies et du prolétariat portugais, dans leur lutte contre l'ennemi commun: le colonialisme et le capitalisme.

Par ces deux premières initiatives centrales, largement commentées par la presse portugaise, nos camarades de la LCI se sont déjà imposés, malgré leur jeunesse, comme une des principales organisations de l'avant-garde révolutionnaires qui surgit maintenant des souterrains de la clandestinité à la lumière du jour.

Tout en menant son travail d'implantation chez les travailleurs (particulièrement réussi au Porto), la LCI considère comme l'une de ses tâches centrales à l'heure actuelle la lutte contre la sale guerre coloniale, dans le cadre d'un front uni de plusieurs courants de l'extrême-gauche, qui est en voie de constitution. Cette intervention renforce non seulement l'unité entre les travailleurs portugais et africains, mais aussi celle entre les ouvriers et les soldats. Elle permettra aux révolutionnaires d'élargir leur audience au sein de l'armée et d'impulser l'auto-organisation des soldats et marins.

Lisbonne, 5.05.74
Carlos Henriques
correspondant de Rouge
à Lisbonne

LA FIN DE LA PIDE

La **PIDE** — Police Internationale de Défense de l'Etat — la Gestapo salazariste du Portugal a été démantelée. Ses tortionnaires sont pourchassés dans les rues par le peuple, aux cris de « Mort à la PIDE », et les soldats doivent les arrêter et les incarcérer pour les sauver de la colère des masses. Pour le moment — cela ne va hélas pas durer longtemps — le Portugal est le seul pays au monde qui n'a pas de police politique.

Les journaux publient tous les jours plusieurs communiqués avec photos à l'appui déclarant: « M. Machinose propriétaire de café, déclare que, contrairement à des rumeurs malveillantes il n'a jamais été agent ou informateur de la PIDE ».

Détail significatif, un journaliste ayant visité les locaux de la PIDE il y a quelques jours, y a trouvé une enveloppe timbrée « République Française, ministère de l'Intérieur, secrétariat général de la police » avec une inscription à la main: « photographie de documents saisis ».

Malheureusement les archives de la PIDE concernant les militants de gauche restent intactes, aux mains de l'armée. Le général Spínola et ses amis de la « junte de salut national » pensent probablement que cela peut resservir.

OFFENSIVE VERS SIHANOUKVILLE

Les forces fantômes ont desserré l'étau des **FAPLNK** autour de Kampot et semblent avoir repris le contrôle de la voie d'accès de ce petit port du sud Cambodge à la mer. En fait le **FUNK** déplace son offensive vers l'ouest. Depuis plusieurs jours d'importants combats se déroulent dans la région de Sihanoukville (dix Kompong Som), seul port en eau profonde du pays. La position d'Ocham Nar a été enlevée mardi et les forces révolutionnaires sont arrivées à 8 km de l'aéroport et 24 km du centre de la ville. L'aviation fantôme pilonne sans cesse les environs de l'aéroport tandis que des avions « C.130 » américains, basés en Thaïlande, continuent à parachuter des munitions. Les combats continuent par ailleurs à faire rage autour de Longvek, au nord de Pnom Penh.

COLOMBIE: OCCUPATIONS DE TERRE

Suivant l'exemple de paysans chiliens qui a plusieurs reprises avaient occupé des terres des grands propriétaires terriens, plus de 260 familles de paysans sans terre ont tenté d'occuper celle d'un grand

propriétaire dans le département de Bolivar, au nord de la Colombie. Cette expropriation a provoqué, bien entendu, l'intervention des forces de police qui n'ont pas hésité à ouvrir le feu sur les paysans, alors qu'ils n'étaient armés que de bâtons et de machettes. Il y a eu de nombreux blessés dont quatre grièvement et 91 paysans ont été arrêtés.

A la suite de quoi les policiers se sont acharnés à détruire les maigres cahutes qui avaient été construites à l'aide de cartons et de boîtes de conserves.

Un autre groupe de 70 agriculteurs, appartenant à l'association des fermiers et paysans sans terre, a également occupé une propriété privée près de Medellin.

ETATS-UNIS: AUTOMATISATION DES IMPRIMERIES SUR LE DOS DES TRAVAILLEURS

Le journal à plus fort tirage de New-York, le « Daily News », a décidé depuis quelques mois d'automatiser l'imprimerie qui sort le quotidien. La première mesure a été l'automatisation de la composition le 6 mai. Cette mesure met au chô-

mage les linotypistes qui ont déclenché diverses ripostes depuis 20 jours. Ayant détruit les premières pages sorties par le nouveau procédé, les travailleurs ont été délogés par la police.

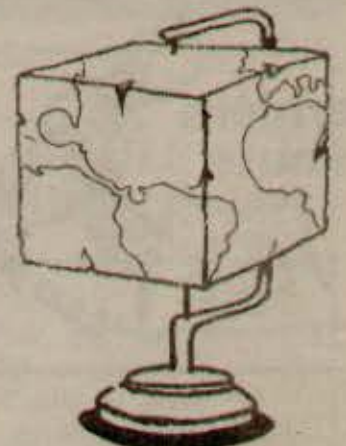
Une fois de plus se pose le problème du reclassement des travailleurs avec une nouvelle formation aux frais du patronat, en maintenant les conditions et les avantages acquis dans l'emploi précédent.

URSS: LA REPRESSION CONTRE LES INTELLECTUELS

Le critique d'art Viktor Feimberg aurait été de nouveau interné dans un hôpital psychiatrique. Il a été arrêté le 30 avril alors qu'il faisait la grève de la faim depuis deux semaines en solidarité avec V. Boukovsky, interné dans un camp de travail.

Déjà arrêté pour avoir manifesté en 1968 contre l'invasion de la Tchécoslovaquie, il avait été libéré en novembre dernier.

Les arrestations, internements, expulsions, marquent une politique différenciée à l'égard de l'opposition qui n'a pourtant qu'un but: faire taire ou discréditer.



aux
quatre
coins



LES FEMMES «INTERDITES» ONT GAGNE !

L'un des premiers procès ouvert depuis l'installation de la junte s'est conclu par une victoire féministe. Trois femmes Maria Isabel Barreno, Maria Teresa Horta, Maria Vello da Costa, toutes trois auteurs des « Nouvelles Lettres Portugaises » passaient en jugement pour « pornographie ». Elles viennent d'être acquittées par le Tribunal de Lisbonne. Dans la salle, dans la rue, des centaines d'hommes et de femmes rassemblés ont acclamé longuement ce succès. Les trois Maria s'étaient réunies pendant dix mois en 1971 pour écrire ensemble un très beau livre : 400 pages de témoignage sur les femmes, des lettres, et 60 poèmes. Le titre : à l'inspiration des « Lettres d'une Religieuse Portugaise », texte incendié d'une nonne abandonnée par son amant au 17ème siècle. Les trois Maria ont pris le même souffle pour briser l'étau de la famille patriarcale comme on brise les murs d'un couvent. Leur livre publié en 1972, épuisé en quelques semaines, avait été

interdit par Caetano après avoir été dénoncé par les typographes lors de sa réimpression.

Dans le Portugal fasciste, une loi incite à la dénonciation de tout texte subversif non seulement les écrivains et les éditeurs qui sont considérés comme responsables par rapport à la censure, mais également les distributeurs, libraires, et jusqu'aux typographes.

Mais le livre même interdit faisait encore peur. En juillet, en octobre, en janvier, le procès sans cesse était reculé.

D'autant plus que dans le monde féministes et écrivains, de plus en plus nombreux, témoignaient leur soutien. En France, les Féministes Révolutionnaires ont déjà fait connaître ce livre, qui sera publié en septembre 1974, aux éditions du Seuil. Elles en ont lu des extraits lors de la « Nuit des Femmes », nuit de solidarité avec les trois Maria (le 21 octobre à Paris, au TNP). Plus éloquent que tout, voici l'un d'entre eux.

Je dis : au Portugal, la plupart des femmes ne sont pas seulement les esclaves de l'homme, mais elles jouent avec allégresse et conviction leur rôle de femme-objet, et il n'est pas nécessaire d'être adultère pour être lapidée... annihilée. Il suffit que la femme surgisse et parle « comme un homme »...

Attendu qu'au Portugal tout semble pour le mieux dans le meilleur des mondes, et que la femme aime le rôle subalterne, secondaire, où elle se limite à être mère, et que même quand elle est diplômée, elle choisit le mariage comme une profession, non rémunérée ou rémunérée pour le don de son corps,

... Attendu que tout se passe d'une façon « inoffensive et bienfaisante », pour le contentement général, qu'est-ce qui nous reste à nous sinon d'entrer dans la lutte...

Je demande :
Soeurs, combien de Ana ou de Maria-Ana auront besoin d'être resuscitées et combien encore vivantes et mises à l'épreuve accepteront d'être abêties, rendues faibles et fragiles, pour se conformer à la loi, aux convenances et à la religion.

Je dis :

Refusons la duperie de l'aide masculine. Nous n'avons pas besoin d'aide - ou plus précisément nous ne voulons pas accepter ce cadeau de Noël avec son bel emballage dissimulant la bombe qui certainement une fois de plus exploserait entre les mains comme toujours. Si c'est à nous de vouloir, c'est à nous d'exiger. Finissons-en avec les mystifications et les fausses pudeurs, écartons jusqu'au fond toute l'eau où nous nous noyons et nous nous noyons sans jamais respirer.

Je dis :

Assez... Il est temps de crier « assez » et de former un bloc avec nos corps.

Retenons encore cette phrase de la première lettre et qui sera sans doute sur toutes les lèvres des femmes au Portugal :

« AVEC NOS NOSTALGIES,
NOUS FERONS DES
FRATERNITES,
AVEC NOS VENGEANCES,
NOUS FERONS DES MAI ET DES
OCTOBRE. »

armée

DEMILITARISEZ LES POMPIERS

Le libre colloque des pompiers de France qui regroupe les pompiers hostiles à la militarisation du corps des sapeurs a adressé une lettre ouverte aux candidats à la Présidence pour leur demander de prendre position sur ce problème.

Le libre colloque a enregistré la réponse de Mitterrand :

« ... La réforme du statut (libertés politiques et syndicales, garanties statutaires, etc...) et la transformation de la notion de carrière (double formation, accès plus rapide aux responsabilités, reconversion plus précoce vers les activités civiles, etc...) tendront d'une façon générale, à briser les mécanismes qui tiennent l'Armée éloignée de la Nation.

L'élaboration d'un statut unique, mettant un terme à une situation hybride et confuse, apparaît cependant souhaitable. Une telle réforme, qui tiendrait compte à la fois de l'importance et de la nature particulière des missions incombant à ce corps et la nécessité de lui attribuer plus de liberté et de dignité, pourrait être entreprise en accord avec les intéressés... »

En conséquence, il appelle « les électeurs soucieux de la garantie des libertés, et plus particulièrement tous les sapeurs pompiers de France à voter à l'occasion du deuxième tour pour le candidat François Mitterrand ».

Mais il demande à chacune et à chacun des électeurs « d'exiger du nouveau président le maintien de cet engagement à remettre en question en accord avec les intéressés la militarisation des Corps de Sapeurs Pompiers et notamment celle qui frappe le Corps des Pompiers de Paris. »

Rouge a déjà pris position par le passé contre la militarisation des sapeurs pompiers. Il appuie entièrement l'action et les revendications du libre colloque pour la mise sur



Les pompiers militarisés ... et mobilisés pour leurs revendications!



le pied d'un statut civil des sapeurs, la fin des horaires démentiels (de 80 à 112 heures !), la dé militarisation complète de leurs activités (les pompiers ne sont pas des flics).

A paraître :
« L'ENFER DES POMPIERS »
par J.J. Lubrina du « Libre colloque »
aux éditions Syros.

JEANNE D'ARC REND LES ARMES...

A Orléans, la Fête de Jeanne d'Arc, c'est l'occasion pour l'armée, parée de ses plus beaux atours, d'emplir les rues et les places pour le regard en principe chaleureux de la population.

Cette année, il y avait comme un défaut. Les militants du CDA étaient là avec un tract et Crosse en l'Air. Quand les R.G. sont venus arrêter un militant, tous les autres se sont mis à vendre au beau milieu de la parade.

Et ce sont eux que la foule a applaudis.

Bien sûr, les flics se sont vengés en embarquant quatre d'entre eux. Mais le cœur n'y était plus... (le 7 mai)

« MINUTE »

« Il voyait déjà les Soviétiques à la caserne » !

C'est « Minute » qui s'indigne, photo des soldats du 1^{er} mai à l'appui, de l'appel de Krivine aux soldats à la télé. C'est presque trop classique : Galley a

aboyé et le petit toutou fasciste vient couiner dans son sillage... Et de rappeler « Crosse en l'air », « Col Rouge », les comités de soldats au 22^{ème} BCA de Nice, tout ça c'est le complot trotskyste.

Avec quelques inventions qui portent indubitablement le label du génie paranoïaque de « Minute » :

« C'est comme par hasard au moment où l'on parle de renforcer l'escadre de la méditerranée que cette action subversive (la diffusion de « Col Rouge »), éclate ».

Traduction : notre glorieuse flotte se renforce en méditerranée pour « équilibrer » les forces navales soviétiques et « comme par hasard » les agents de Krivine infodés à Moscou se mettent en branle... Il fallait le trouver...

Pas de doute : l'émission de Krivine visait juste.

COMMUNIQUE DU C.D.A.

Il y a vingt ans, le camp retranché de Dien Bien Phu, tenu par l'armée colonialiste française, tombait aux mains du Viet-Minh. Les antimilitaristes saluent cette

victoire contre le colonialisme français et sa « glorieuse » armée.

A l'heure où les Bigard et les Massu fleurissent à des postes importants dans l'armée française,

A l'heure où l'armée et singulièrement la légion et la gendarmerie sévissent dans les prétendus territoires d'outre mer, le Tchad, le Gabon et autres pays « francophones », nous rappelons l'action du marin Henri Martin, militant communiste, et du marin Heinburger, accusés de sabotage et d'avoir distribué des tracts contre la sale guerre d'Indochine. Nous saluons les 30.000 déserteurs du corps expéditionnaire français et les 6.000 ralliés au Viet-Minh.

Ils ont porté haut le drapeau du défaitisme révolutionnaire, c'est à cette tradition que les antimilitaristes français doivent veiller.

Les travailleurs n'ont pas de patrie ! L'ennemi est dans notre propre pays !

C.D.A.
Comité de Défense des Appelés
BP 126-10
PARIS CEDEX 10



dernière minute

ANGLETERRE - DERNIERE MINUTE

Le tribunal des relations du travail a décidé mercredi d'accepter une offre de 65.000 livres (plus de 700.000 francs) faite par un donateur anonyme pour payer l'amende infligée par le tribunal au syndicat des métallurgistes, et que celui-ci a toujours refusé de payer.

Ce coup de théâtre dans le conflit qui oppose le puissant syndicat des métallos (AUEW) au tribunal des relations du travail devrait permettre, estiment les observateurs, de débloquer une situation qui menaçait de devenir un affrontement avec Wilson. L'AUEW a en effet déclenché hier, mardi, une grève nationale pour protester contre la séquestration de ses avoirs ordonnée par le tribunal à la suite du refus du syndicat de payer une amende de 47.000 livres. Cette amende lui avait été infligée à titre de dommages intérêts accordés à la firme Con-Mech pour piquets de grève abusifs.

Pour les observateurs, la décision du tribunal pourrait permettre à M. Hugh Scanlon, le leader de l'AUEW, d'annuler son mot d'ordre de grève.

15 h 10
8.05.74

REACTION DU GRP

« C'est dans l'intérêt des Etats-Unis eux-mêmes que le Sénat américain a refusé d'augmenter l'aide que réclame le président Nixon en faveur de l'administration de Saïgon », a déclaré ce matin, à la suite du vote intervenu dans ce sens mardi soir à Washington, le porte-parole de la délégation du Gouvernement Révolutionnaire Provisoire sud-vietnamien à la conférence de la Celle Saint Cloud.

Soulignant que les Etats-Unis continuent à envoyer des avions : « Nous pensons qu'il faut que les Etats-Unis cessent leur engagement militaire et leur ingérence dans les affaires intérieures du Sud Vietnam, comme le gouvernement américain s'y est engagé, en vertu de l'accord de Paris ».

PROCES DE L'UDR

Aujourd'hui 13 h au Tribunal Correctionnel de Pontoise, procès de Marjollet, qui dans la nuit du 24 au 25 avril tira sur des militants de Beauchamp du comité de soutien à Krivine. Un procès gênant pour l'UDR et ses hommes de main.

BOURSE :

Les résultats du vote organisé par les syndicats qui a commencé à 13 heures et au cours duquel le personnel doit se prononcer sur les dernières propositions patronales concernant les gratifications, s'ils sont négatifs, ne provoqueraient pas une nouvelle suspension des cotations demandée par l'intersyndicale.

BRAVO CHIRAC !

Le « Canard Enchaîné » de cette semaine révèle que la mise à jour des fichiers de la PIDE (police politique portugaise) a de quoi embarrasser les services de M. Chirac. En effet, ils contiennent par exemple la liste des barbouzes portugaises qui, avec l'accord du ministère français de l'Intérieur, espionnent en France les immigrés portugais.

le quotidien
ROUGE
10, impasse Guéméné
PARIS 7504
272-88-96 272-68-82
L'AVENIR GRAPHIQUE
Le directeur de publication :
Daniel Bensaid